

**CÉSECÉM**



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE



RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE EN MARTINIQUE

Rédacteurs

- Raphaëlla BE-GROSMANGIN
- Philippe VILLARD



Télécharger le document



SOMMAIRE

PRÉAMBULE	page: 3
Il ressort pour l'essentiel de la consultation des membres du CÉSECÉM :	page: 4
ANNEXE - RÉPONSES DES CONSEILLERS (27)	page: 7
1/ L'essor de la participation citoyenne vous semble-t-elle une chance ou une menace pour les équilibres démocratiques existants ? Pourquoi ?	page: 7
2/ Comment, selon vous, mieux articuler participation citoyenne et apports de la société civile organisée dans l'élaboration de la décision publique ?	page: 8
2/ Quel rôle pourrait jouer le CESE dans ce cadre ?	page: 10
3/ Comment tirer parti de l'essor de la participation citoyenne pour renforcer la démocratie sociale ?	page: 11
4/ La participation citoyenne vous semble-t-elle pertinente sur tous les sujets et à toutes les échelles ?	page: 12
5/ Quels sujets vous semblent les plus pertinents pour donner lieu à consultation des citoyens ?	page: 12
6/ Connaissez-vous des initiatives réussies de participation citoyenne dans un territoire ? Une entreprise ? Si oui, expliquez	page: 14
6/ Contribution ouverte : vos idées pour améliorer l'implication des citoyens dans la décision publique et des salariés dans l'entreprise	page: 16

Une mission de réflexion et de proposition sur la question de la participation citoyenne a été confiée au CESE par le Premier ministre. Pour y répondre, le CESE qui a lancé un cycle d'auditions visant à recueillir les avis des principaux acteurs de la participation sur tout le territoire : entreprises, chercheurs, associations, collectivités, organisations syndicales, institutions publiques...Le CÉSECÉM a été sollicité, par mail en date du 04 novembre 2021.

PRÉAMBULE



La crise sociale très grave que vivent actuellement la Martinique et la Guadeloupe donne une acuité particulière à la problématique de la participation citoyenne. S'il était besoin de s'en convaincre, le CÉSECÉM a réalisé à travers sa plateforme web un sondage sur le thème « La crise en Martinique : les propositions de la population », dans lequel il apparaît que la priorité n°1, avec environ 10% des votes cumulés, serait de développer, à tous les niveaux, des espaces d'écoute / d'échanges / de dialogue entre la population et les autres acteurs de la société martiniquaise pour établir les politiques publiques.

Au mois d'octobre, le CÉSECÉM a créé sa propre plateforme d'expression citoyenne pour donner la parole aux Martiniquais sur les grands sujets d'actualité : <https://participationcitoyenne.CÉSECÉM.mq/>.

Enfin, les conseillers du CÉSECÉM se sont eux-mêmes exprimés à travers un questionnaire sur la participation citoyenne, suite à la saisine du CESE, dans le cadre de la mission de réflexion et de proposition sur la question de la participation citoyenne impulsée par le Premier Ministre (voir annexe).

Il ressort pour l'essentiel de la consultation des membres du CÉSECÉM :

Que l'essor de la participation citoyenne serait une chance, surtout dans la conjoncture actuelle, pour :

- **Favoriser l'expression des citoyens et renforcer leur conscientisation sur les enjeux sociétaux**, à condition d'être accompagnée d'un puissant renforcement de l'éducation à la citoyenneté dans les milieux scolaires et associatifs. Avec comme finalité créer les conditions d'un véritable «vivre ensemble», donc les bases d'une vision commune de l'avenir.
- **Conforter la démocratie représentative aujourd'hui affaiblie** par la hausse tendancielle de l'abstention et des demandes pressantes émanant des citoyens pour peser sur les choix collectifs.
- **Refonder le socle démocratique sur la base d'une responsabilisation citoyenne étendue.** La réduction de la fracture sociale, entre le pouvoir politique, national mais aussi local, et le «peuple souverain» passe par cette voie, celle de l'exercice d'un pouvoir partagé et d'une représentation mieux contrôlée par la base populaire.

Que les moyens de mieux articuler participation citoyenne et apports de la société civile organisée dans l'élaboration de la décision publique sont les suivants :

- **Créer des forums thématiques sur des questions sociétales** comme sur des questions concrètes touchant à la vie quotidienne des citoyens.
- **Ouvrir de nouveaux espaces de dialogues**, favoriser la création de conseils citoyens, de conseils de quartiers, d'associations citoyennes, afin de protéger l'expression d'une parole libre en donnant à chacun des membres la possibilité d'émettre propositions et avis sur tous les dossiers soumis à débat.
- **Elargir les possibilités de référendum sur les domaines-clés de la société**, à l'initiative ou avec le concours des organisations représentatives de la société civile.

Que le rôle que devrait jouer le CESE dans ce cadre pourrait s'exprimer de la manière suivante :

- **Jouer un rôle central** de chef d'orchestre, de facilitateur, et de courroie de transmission entre les citoyens et l'État, avec le relais indispensable des CESER dans les territoires.
- **Être la chambre d'enregistrement des consultations et auditions** des groupes, associations, professionnels, experts, membres de la société civile...etc., afin de réunir et trier les données, analyses et propositions, de les synthétiser, et parfois de les reformuler avant de formuler des avis.
- **Créer une plate-forme numérique** pour favoriser le débat public.
- **Exercer une fonction de veille** sur les spécificités des expériences, dispositifs et démarches locales fondées sur la participation des citoyens.
- **Concevoir et mettre en œuvre un programme de formation à l'action démocratique** destiné au plus grand nombre.



Qu'il est important de tirer parti de l'essor de la participation citoyenne afin de renforcer la démocratie sociale pour :

- **Améliorer les dispositifs de concertation** avec la population et son expression sur les problématiques de la société pour dynamiser le lien social en donnant plus de sens à la notion de communauté citoyenne : rappel des droits comme des obligations, de l'égalité des droits, de la nécessaire solidarité avec les minorités sociales et les exclus du système...etc.
- **Respecter l'engagement des citoyens** pour qu'ils ne se sentent pas frustrés, comme cela a pu être le cas à propos de la consultation sur l'environnement, faute de quoi la participation citoyenne s'essoufflera très rapidement. La participation citoyenne est, en elle-même, un renforcement de la démocratie sociale, pour peu qu'il ne s'agisse pas d'un exercice purement formel et insuffisamment pris en compte.
- **Donner la parole**, à ceux qui ne l'ont pas ou ne la prennent pas, aux citoyens évoluant en marge des organisations représentatives.
- **Informer et sensibiliser**, au moyen d'une communication efficace, le plus grand nombre de citoyens sur l'importance de leur implication dans la vie sociale en faveur d'une démocratie active et stimulante.
- Permettre l'expression des **projets qui consolident la cohésion et le mieux-être social**, les encourager en les médiatisant, et soutenir leur financement de la façon la plus simple possible.

Que les sujets les plus pertinents pour donner lieu à consultation des citoyens seraient :

- **Sur l'environnement** : La problématique environnementale globale, mais aussi l'écologie, le développement durable, la lutte contre le réchauffement climatique, la crise climatique, la transition énergétique et la transition écologique.
- **Sur la santé** : Les problématiques de santé et de conditions sanitaires dans leur globalité, et plus spécifiquement l'avenir du système de santé, la protection et sauvegarde de l'environnement, et conjoncturellement l'application de l'obligation vaccinale et du pass sanitaire dans les outre-mer.
- **Sur les réformes** : La réforme des retraites, la réforme de la sécurité sociale.
- **Sur l'éducation** : L'égalité des droits à l'éducation, l'éducation pour tous, l'éducation et le développement personnel des jeunes, la formation professionnelle.
- **Sur la société** : L'intégration, l'inclusion, la culture
- **Sur l'économie** : L'utilisation des fonds publics (dépenses d'équipements, infrastructures, allocations...).
- **Sur l'aménagement** : L'aménagement global du territoire, le transport, La gestion de l'eau, la gestion des déchets, la qualité de la vie des citoyens.
- **Sur la sécurité et les risques** : les risques naturels, la sécurité globale de la population.



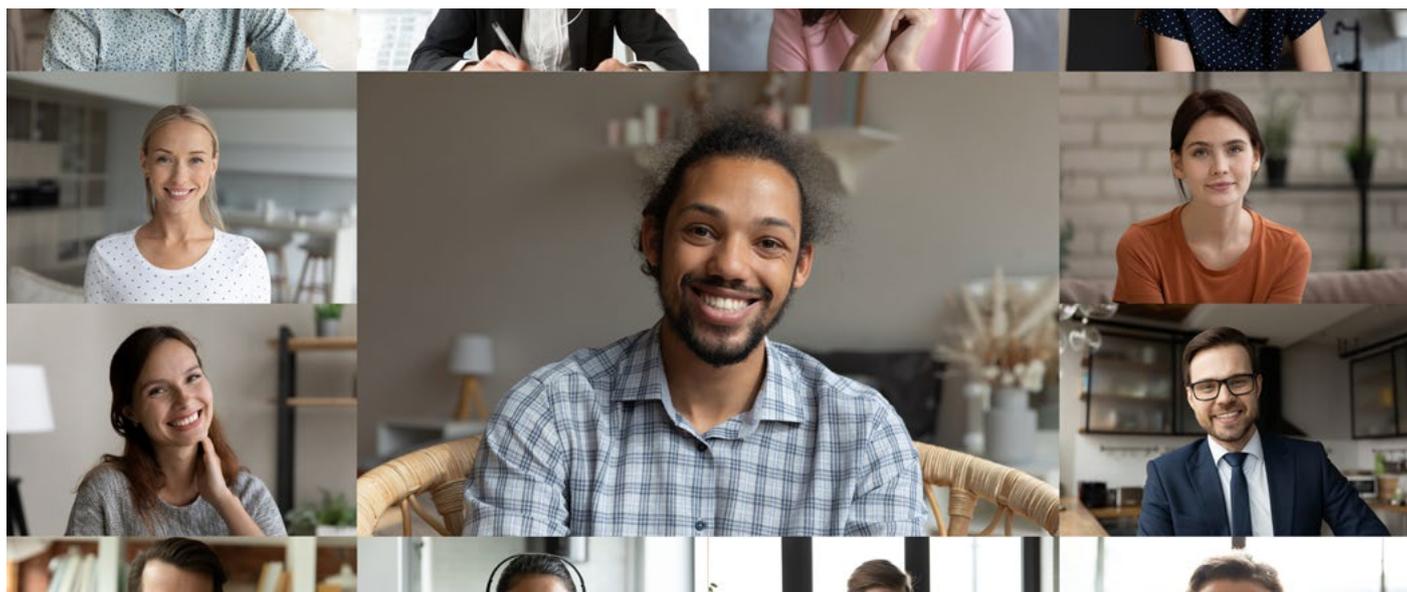
Que plusieurs exemples de participations citoyennes ont déjà été organisées avec succès en Martinique et peuvent constituer des modèles :

Sur des territoires (communes ou EPCI) :

- **À Sainte-Anne** pour le projet du plan de développement durable et solidaire (taux de participation : 43%).
- **À Case-Pilote** pour le projet de port de plaisance. Ce référendum local a conduit à l'abandon du projet par la municipalité (participation : 33%. Le non l'a emporté avec 8 voix de majorité).
- **Au Prêcheur**, commune concernée par l'érosion côtière, depuis près de 12 ans, une vaste réflexion menée en concertation avec participation citoyenne a conduit à des décisions de délocalisation des activités économiques, déplacements des abris de pêcheurs, services publics, et surtout de logements.

Sur des entreprises :

- **Appel à un soutien financier** populaire pour le maintien de la Chaîne Télé ATV Martinique avec réussite.
- **Mise à disposition de locaux** par la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) à l'association départementale de protection civile de Martinique (ADPC 972) et à la croix rouge Martinique pour développer le secourisme et stocker les matériels d'intervention et de secours en cas de risques majeurs.
- **CAA, entreprise martiniquaise labellisée « Great place to work »** a effectué un travail de fond important avec ses salariés pour améliorer les conditions de vie en entreprise et améliorer la productivité.



Que quelques pistes de préconisations devraient être approfondies, telles que :

- Soutenir ou encourager **les efforts des médias** qui consacrent un volet de leurs contenus à cette question de manière pérenne.
- Diffuser des **informations périodiques** sur les recommandations du CESE, par voie de presse ou autre (newsletter...etc), afin que la vision en soit plus concrète pour la société civile.
- **Former des citoyens** à la prise de parole.
- Développer une **alternative numérique aux réseaux sociaux**, en mettant en place de vrais espaces de discussions et d'échange, à l'instar de la plateforme qui a été réalisée par le CÉSE-CÉM (<https://participationcitoyenne.CESECEM.mq/>).
- Faire une place importante, tout au long du **cursus scolaire** (dès le primaire) aux problématiques liées à la vie en société pour contribuer, aux côtés de la cellule familiale, à l'éducation à la citoyenneté.

1/ L'essor de la participation citoyenne vous semble-t-elle une chance ou une menace pour les équilibres démocratiques existants ? Pourquoi ?

Chance :

- Donner la parole à un éventail grandissant de la population permet de
 - favoriser l'expression des citoyens
 - renforcer leur conscientisation sur les enjeuxCette ouverture doit être accompagnée d'un puissant renforcement de l'éducation à la citoyenneté dans les milieux scolaires et associatifs. Avec comme finalité créer les conditions d'un véritable «vivre ensemble», donc les bases d'une vision commune de l'avenir.
- Le manque de confiance dans les élus politiques décourage le vote aux élections traditionnelles, ce qui biaise considérablement le résultat de ces élections. Dans ces conditions renouveler l'exercice de la démocratie par la participation citoyenne ne peut être que bénéfique.
- Permet de prendre en compte les constats ainsi que les doléances et aspirations de la société civile.
- En Martinique, l'expression populaire doit trouver dans la participation citoyenne un exutoire à son besoin d'écoute extrêmement fort, sans lequel les pressions de tous types que la crise sanitaire a amplifié finiront par miner les fondements mêmes de la démocratie.
- Tout le monde participe au débat.
- Permet d'associer les citoyens à certaines prises de décisions politiques qui forcément impacteront leur mode de vie.
- Permet aux administrés et aux employés de se sentir pleinement partie prenante des décisions prises.
- Permet de conforter la démocratie (représentative) aujourd'hui affaiblie en raison de la hausse tendancielle de l'abstention et des demandes pressantes émanant des citoyens pour peser sur les choix collectifs.
- Augmentation de la démocratie qui peut devenir une menace, si les Politiques manquent de compétence
- Peut permettre de rapprocher les instances du public.
- Prendre la mesure des avis minoritaires et de leurs expériences de faits vécus.
- Nécessité d'une refondation du socle démocratique et d'une responsabilisation citoyenne étendue. La réduction de la fracture sociétale, entre la classe politique et le «peuple souverain», passe par cette voie ; voie de l'exercice d'un pouvoir partagé et d'une représentation mieux contrôlée par la base.
- Ecoute de la voix du peuple soit effectivement entendue et prise en compte
- L'expression individuelle pour le collectif
- Permet de donner à l'habitant la possibilité de débattre et de peser sur les politiques qui le concernent et cela de différentes manières.
- Possibilité pour le citoyen d'exprimer des besoins, des souhaits, rechercher des solutions , faire des propositions, participer à des décisions ou à la mise en oeuvre de projets de développement économiques, sociales et culturels.
- Citoyen peut s'impliquer dans des projets qui le touche, dans sa région, sa commune, son quartier.

- En associant le citoyen dans les décisions de politiques publiques celles-ci seront mieux reçues et mieux conçues.
- Permet d'ajouter un élément supplémentaire, plus direct, en complément à la nécessaire participation démocratique aux élections.
- Les citoyens sont souverains et adoptent eux-mêmes les lois et décisions importantes et choisissent eux-mêmes leurs élus. (Droit de candidature et de vote, périodiquement) Le droit et la possibilité de se regrouper, de manifester, de s'exprimer librement dans le respect de l'autre et exercer un pouvoir voire un contre-pouvoir si nécessaire.
- Prise en compte du plus grand nombre, risque/ ne tenir compte que de l'avis des plus militants (pas toujours très représentatifs)
- La responsabilité est l'une des principales vertus d'un peuple, il faut l'encourager et lui permettre de s'exprimer.
- Un levier fort et un espace d'échange, d'implication des citoyens pour une meilleure acceptation des orientations et/ou décisions.
- Consultation directe du citoyen.
- La vision citoyenne est plus proche de la réalité et peut aider à modifier le regard des dirigeants sur les besoins et les attentes de la population.
- Le désintérêt du citoyen pour les affaires publiques facilite les tentations autoritaires des dirigeants et la captation du pouvoir par une bureaucratie «experte»
- Il est important que les citoyens prennent part au développement de leurs environnement
- Permet un avis plus conforme à la réalité
- Favorise les échanges entre les citoyens et les institutions. Permet aussi de sensibiliser les citoyens à diverses problématiques de la société
- Une implication des citoyens au processus démocratique

Menace :

- Interrogation sur l'intérêt d'avoir une instance si tout le monde peut décider.

2/ Comment, selon vous, mieux articuler participation citoyenne et apports de la société civile organisée dans l'élaboration de la décision publique ?

- Créer des forums thématiques et élargir les possibilités de référendum sur les domaines-clés de la société, à l'initiative ou avec le concours des organisations représentatives de la société civile. La population devrait pouvoir ainsi formuler des avis aux instances politiques.
- Donner mission à la représentation de la société civile pour organiser la participation citoyenne.
- Par l'intermédiaire du CESE qui est l'instance représentative de la société civile, qui se doit de consulter ses différentes branches régulièrement soit par enquête écrite numérique, soit par audition en visioconférence ou présentiel.
- Organisation de référendums populaires, de forums participatifs, de débats publics (lieux d'expression et de participation à l'élaboration de la décision politique insuffisamment utilisés jusqu'à présent).
- Créer des espaces de dialogue citoyen.
- Impliquer plus de personnes de secteurs géographiques, sociaux différents à l'action publique
- Mobiliser les représentants des Conseils de quartier

- En acceptant de croiser, au sein de l'espace public, les différents points de vue, sous la forme, par exemple, de forums à la fois physiques et numériques
- Le choix des citoyens pourrait se faire par tirage au sort pour une part prioritaire, et pour une autre part sur la base du volontariat en veillant à un minimum de représentativité des différentes catégories constitutives de la société civile
- Possibilité d'interpeller directement les effectifs et le gouvernement
- Recourir plus souvent aux référendums
- Etablir un observatoire de la participation citoyenne et de son intégration dans la décision publique
- Donner aux assemblées citoyennes une voix délibérative dans le débat public
- Organiser un référendum populaire
- Exprimer les valeurs de base dans la gouvernance démocratique
- Le terme de CO-CONSTRUCTION gagne en popularité dans nos sociétés, il faut ouvrir plus d'espaces de dialogues et ainsi favoriser la création de conseils citoyens, conseils de quartiers, d'associations en lien direct avec les décideurs des communes et des régions et mesurer ensuite l'influence des avis citoyens sur les décisions et réalisations des décideurs politiques dans la vie publique.
- Les conseils citoyens doivent avoir un fonctionnement libre indépendant et autonome vis à vis des institutions. Sa vocation devra favoriser l'expression d'une parole libre en donnant à chacun de ses membres la possibilité d'émettre propositions et avis sur tous les dossiers soumis à débat.
- Formuler des propositions afin de faire avancer et éventuellement progresser des dossiers relatifs à la vie de la cité pour un mieux vivre ensemble.
- Développer une communication et consultation en amont des lois des groupes, associations, entreprises ou experts pour avis sur tous les problèmes de société
- La société civile organisée doit s'organiser pour intégrer la participation citoyenne
- Il faut que les citoyens aient un espace d'échange et de discussions. Je suis conscient également de la difficulté pour avoir des échanges de qualité, car ceux qui s'exprimeront le plus ne sont pas forcément représentatifs de la population
- Instance Associative, Plénière Communautaire Plénière Régionale, Conseil de Développement, Associations Culturelles
- Participation active au sein des différentes instances pour une prise en compte des besoins réels
- Réunir la population sur des thèmes qui la concerne afin d'échanger et faire remonter aux politiques les idées intéressantes
- Créer des forums citoyens à divers échelons (quartiers, villes, régions)
- Généraliser la démocratie participative
- Organiser des débats
- Faire d'avantages de consultation citoyenne



2/ Quel rôle pourrait jouer le CESE dans ce cadre ?

- Créer une plate-forme numérique pour atteindre les citoyens
- Réaliser un programme d'éveil à l'action démocratique avec des déclinaisons pour l'application dans les divers secteurs de la société.
- Jouer un rôle central
- Être le chef d'orchestre
- Être un facilitateur
- Le CESE doit être relayé au niveau local par les CESER (dont le CÉSECÉM en Martinique)
- Jouer un rôle majeur au niveau de la formation, de l'information, dans l'aide à la décision
- Structurer et organiser ces forums
- Centraliser des questions au gouvernement
- Evaluer la perception des avis citoyens
- Un rôle de proto-assemblée citoyenne coordonnant le processus de mise en place d'une assemblée sociale, détachée du lien corporatiste et de la soumission aux élus
- Inciter le gouvernement à consulter localement la population par la mise en place de référendum
- Porter l'information sur les leviers les plus efficaces pour réhabiliter les Politiques Publiques
- Le CESE doit plus que jamais rester à l'écoute, servir de relais aider à l'organisation, à la formation
- Organiser des démarches de participation citoyenne.
- Proposer une plate-forme de participation en ligne ou des urnes déposées dans les mairies pour permettre la participation du plus grand nombre, même ceux n'ayant pas internet car tous les avis comptent
- Rôle d'impulsion dans tous les domaines représentés et ainsi faire « remonter » au niveau politique les attentes et les propositions de solutions des citoyens
- Être la chambre d'enregistrement des consultations et auditions des groupes, associations, professionnels ou experts etc. afin de décanner les données, les synthétiser, les reformuler avant de déposer les avis
- Accepter de recevoir un(e) citoyen(ne) qui souhaite porter une proposition particulière ou demander une réflexion concertée sur un sujet donné.
- Rôle essentiel et de facilitateur
- Véritable institution de la participation citoyenne grâce à ces conseillers issus de l'ensemble des secteurs sociaux du territoire et travaillant ensemble
- Faire de la veille sur les spécificités des dispositifs et des démarches locales fondées sur la participation des habitants
- Contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation du projet de développement
- Participer à la réalisation des diagnostics partagés
- Rôle incontournable dans la mesure où c'est une instance représentative
- Information sur les enjeux
- Mettre en place une plateforme web dynamique et participative
- Mobiliser le plus grand nombre
- Apporter des réflexions
- Être un exemple pour d'autres instances
- Utiliser des outils numériques : la plateforme www.participation-citoyenne.gouv.fr, le tirage au sort pour faire participer des citoyens tirés au sort à certains travaux des conseillers du CESE, la réalisation de pétition citoyenne.

3/ Comment tirer parti de l'essor de la participation citoyenne pour renforcer la démocratie sociale ?

- Améliorer les dispositifs de concertation avec la population et son expression sur les problématiques de la société pourra dynamiser le lien social en donnant plus de sens à la notion de communauté: rappel des droits comme des obligations, de l'égalité des droits, de la solidarité avec les minorités sociales et les exclus du système.
- Prendre en compte la participation citoyenne.
- Constituer des livres de recommandations à présenter au gouvernement.
- Il est nécessaire pour cela que les citoyens ne se sentent pas floués, comme cela a pu être le cas à propos de la consultation sur l'environnement, faute de quoi la participation citoyenne s'essouffera très rapidement.
- A partir du moment où les citoyens auront réellement investi le débat public, la démocratie sociale aura progressé et sera renforcée.
- Communiquer
- Persuader
- Convaincre
- Mobiliser les élus, les associations, les clubs service
- En donnant la parole aux citoyens évoluant en marge des organisations représentatives
- Identifier et valoriser les actions
- Faciliter le financement
- Militer pour la constitutionnalisation du tirage au sort et des conventions citoyennes
- La prise en compte effective de la volonté du peuple
- Penser à l'émancipation des individus pour l'expression de leurs convictions
- Au moyen d'une communication efficace qui permettrait d'informer et de sensibiliser le plus grand nombre de citoyens sur l'importance de leur implication dans la vie sociale pour le plus grand bien d'une démocratie active et vivifiante
- Structurer les organisations type CESE pour une prise en compte efficace et utile de la participation citoyenne
- Permettre l'expression des projets qui consolident notre peuple et le mieux être social, les encourager en les médiatisant et soutenir leur financement de la façon la plus simple possible. Notre collectivité doit s'organiser pour les connaître, les sélectionner et les accompagner s'ils sont judicieux
- Mobiliser et fédérer les acteurs (la population, les professionnels, les élus) les connaître les informer, les accompagner identifier les besoins
- Travailler en transversalité de l'engagement du temps
- La consultation de la base pour mieux adapter les décisions aux besoins effectifs
- La participation citoyenne est, en elle-même, renforcement de la démocratie sociale - pour peu qu'il ne s'agisse pas d'un exercice purement formel et non pris en compte
- Prendre en compte en les avis du plus grand nombre
- Favoriser l'utilisation des outils numériques de participation citoyenne et la pétition citoyenne
- Publier davantage des avis pertinents et réflexions sur l'actualité et les faits de société

4/ La participation citoyenne vous semble-t-elle pertinente sur tous les sujets et à toutes les échelles ?

OUI : 21

NON : 6



5/ Quels sujets vous semblent les plus pertinents pour donner lieu à consultation des citoyens ?

Thématique ENVIRONNEMENT

- Le développement durable
- La lutte contre le réchauffement climatique
- La crise climatique
- L'écologie (Cité 2 fois)
- L'environnement (Cité 3 fois)
- La transition énergétique
- La transition écologique

Thématique SANTE

- La santé (Cité 2 fois)
- L'avenir du système de santé
- L'obligation vaccinale et le pass sanitaire en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane
- Conditions sanitaires
- La protection et sauvegarde de l'environnement

Thématique REFORME

- La réforme des retraites
- La réforme de la sécurité sociale

Thématique EDUCATION

- L'égalité des droits à l'éducation
- La réussite éducative
- L'éducation pour tous
- L'éducation et le développement personnel des jeunes
- L'éducation (Cité 3 fois)

Thématique SOCIETE

- L'intégration
- L'inclusion

Thématique ECONOMIE-FINANCES

- Economie
- Affaires économiques
- Affaires financières
- L'utilisation des fonds publics (dépenses d'équipements, infrastructures, allocations...)

Thématique AMENAGEMENT

- Aménagement du territoire (Cité 3 fois)
- Transport (Cité 3 fois)
- La gestion de l'eau
- La gestion des déchets
- Qualité de la vie des citoyens
- Projets d'implantation ou d'aménagement d'aéroport
- Projets environnementaux
- Logement

Thématique SECURITE-RISQUES

- Les risques majeurs (Cité 2 fois)
- La sécurité (Cité 4 fois)

Thématique FORMATION

- Formation professionnelle (Cité 3 fois)

DIVERS

- La vie quotidienne
- Nucléaire
- Affaires sociales
- Sport Santé
- Vie des séniors
- Solidarité raisonnée entre les peuplades et peuples
- Emploi
- Valeur travail
- Culture (Cité 2 fois)
- Continuité territoriale

Remarques :

- Rien ne se fera sans l'adhésion des citoyens.
- Toutes les consultations doivent être éclairées par de réelles présentations des sujets concernés.
- Permettre une prise de décision qui intègre véritablement l'opinion du plus grand nombre.

6/ Connaissez-vous des initiatives réussies de participation citoyenne dans un territoire ? Une entreprise ? Si oui, expliquez.

Réussite d'une participation citoyenne sur un territoire



- Les débats et actions concernant, l'éducation des enfants, protection de l'environnement, la prévention des risques majeurs, la question des pesticides, de l'hygiène alimentaire les actions pour la valorisation de la langue régionale, la solidarité envers les catégories paupérisées.
- Un référendum local a été organisé par la Ville de Case-Pilote en Martinique en 2009 à propos du projet de création d'un port de plaisance. Ce référendum a conduit à l'abandon du projet par la municipalité (participation : 33%. Le non l'a emporté avec 8 voix de majorité).
- En 2009, la commune de Sainte-Anne avait convoqué ses électeurs à se prononcer par référendum sur le projet du plan de développement durable et solidaire (taux de participation : 43%).
- La commune du Prêcheur à la Martinique, pratique la prise de décisions citoyenne.
- A Rennes «la Fabrique Citoyenne» depuis 2016 c'est 3,5 millions qui sont injectés par an pour les projets citoyens, les États généraux de la mer la Construction du Front de mer de la Trinité en 1991 le TCSP, le SDAGE (mails à toutes les institutions associations et citoyens)
- Actions sur l'environnement, dans le domaine du handicap, dans le sport
- Contrat de Baie de Fort de France
- La Suisse pourrait être vue comme un territoire référence en matière de participation citoyenne et démocratie directe.
- Commune du Prêcheur : la ville du Prêcheur concernée par l'érosion côtière a initié depuis près de 12 ans une vaste réflexion avec une large concertation et participation citoyenne. Suite à cette consultation une série d'actions pratiques est désormais mis en oeuvre pour transformer le visage de cette commune côtière très exposée. Solutions en accord avec la population : délocalisation des activités économiques, déplacements des abris de pêcheurs, services publics, et logements. Propositions : construire à l'intérieur des terres sur les hauteurs des mornes . La population consultée adhère très largement aux propositions et solutions proposées par elle même.
- Commune de Schoelcher : parcours santé de terre-ville amélioré grâce à la consultation citoyenne.
- Commune de Sainte Luce : parcours santé commune de ste luce créé grâce à la participation citoyenne.
- Commune du Diamant : balisage itinéraire de randonnée pédestre construction d'un nouveau marché en dehors du bourg de la commune du diamant proposition issue d'une consultation citoyenne. L'ancien marché a été transformé en espace public aménagé avec ouverture sur l'océan prolongé par un pont plongeant dans la mer. Modification du sens de la circulation automobile dans le centre bourg résulte d'une proposition citoyenne.

- Politiques de réhabilitation de quartiers avec l'implication des habitants. Initiatives en matière de pratique sportive dans un but d'amélioration de la santé. Pratiques de jardins partagés.
- EMAEUS, accueil, éducation et formation de citoyens isolés, partage Secours catholique, aides aux plus démunies Le téléthon, don en faveur de la recherche Toutes les missions et actions des associations reconnues d'utilité publique et autres, L'éducation populaire , rencontre, confrontation d'idées, partage, convivialité
- Jardin partagés
- Croix-Rouge, Club services, Associations sportifs, Chantiers d'insertions
- Maire proposait d'installer un centre artisanal dans un espace où des maisons ont été cassées au centre-ville et après avis des élus et de la population, c'est un parking qui a été aménagé. Ce choix a été le bon car le parking est toujours plein et a permis de dynamiser le bas du bourg.

Réussite d'une participation citoyenne dans une entreprise



- L'aide aux parents pour les jeunes enfants, la participation aux soutien alimentaire des exclus.
- Consultation sur la question du genre dans les établissements de recherche (projet Gender Smart).
- Appel à un soutien financier pour le maintien de la Chaîne Télé ATV Martinique avec réussite.
- Campagne de prévention sur la santé.
- Virgin Corp : management d'entreprise par objectifs
- Programmes des comités d'entreprises envers le personnel et leur famille.
- la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles | SARA Mise à disposition de locaux pour l'association départementale de protection civile de Martinique(ADPC 972) et la croix rouge Martinique pour développer le secourisme et stocker les matériels d'intervention et de secours en cas de risques majeurs sur le territoire et dans la caraïbe La SARA : Formation, à titre gracieux, des formateurs Risques majeurs du territoire, aux risques technologiques et visite de sites
- Mise en place d'une nouvelle réorganisation du fonctionnement de l'entreprise (choix dans le déménagement du site de production)
- CAA, entreprise martiniquaise labellisée Great place to work France. Un travail de fond important avec les salariés pour améliorer les conditions de vie en entreprise et améliorer la productivité.
- La co-construction de planning aux horaires dans lequel l'environnement sociale des collaborateurs, la productivité de l'entreprise et la satisfaction de la clientèle sont la finalité. Un engagement organisationnel qui fonctionne avec comme marqueur : une vertu la foi
- Association des salariés au projet d'entreprise (entretiens, réunions, intéressement)

6/ Contribution ouverte : vos idées pour améliorer l'implication des citoyens dans la décision publique et des salariés dans l'entreprise



1. Faciliter la rencontre et les échanges entre citoyens dans les lieux collectifs, tiers-lieux
2. Soutenir les efforts des médias qui consacrent ou souhaitent le faire, un volet de leurs contenus à cette question de manière pérenne
3. Créer un livret de la participation adaptable à l'ensemble des composantes exposant de manière synthétique territoriaux: enjeux, résultats de l'évaluation des politiques publiques en grands traits, actualité des grands débats publics
4. Combattre les certitudes et les passions
5. Éducation à la modération
6. Mieux informer et communiquer sur les problèmes et les alternatives le plus objectivement possible
7. Organiser des espaces de discussion et d'information permettant à chacun de s'exprimer et de questionner les sujets concernés
8. Mettre en valeur les idées pertinentes émergeant de ces échanges (sans récupération !)
9. Exposer clairement les raisons qui conduisent aux choix faits par l'exécutif ou par le management après examen des éléments de la discussion
10. Initier des retours réguliers des recommandations du CESE suivies d'effets par voie de presse ou autre, afin que la vision soit plus concrète pour la société civile
11. Éviter la parodie de participation, celle où l'on fait croire à ceux qui sont consultés que leur voix va compter alors que les décisions sont déjà prises
12. Faire prendre conscience aux uns et aux autres qu'ils sont des acteurs essentiels et que sans eux la société ne fonctionnera pas
13. Faire des réunions préparatoires avec les Responsables, bien les intégrer dans la démarche
14. Présenter les objectifs avec coûts et durée
15. Communiquer avec les acteurs, communiquer
16. Ne pas considérer qu'il existe a priori des détenteurs exclusifs de la parole
17. Former des citoyens à la prise de parole
18. Veiller à donner la parole aux citoyens qui ne sont nécessairement membres des organisations représentatives
19. Développer une alternative numérique aux réseaux sociaux, en mettant en place de vrais espaces de discussions et d'échange

20. Intégrer une chaîne numérique dans les décisions
21. Permettre de poser des questions aux différents exécutifs, ne pas émettre que des avis
22. Améliorer la nomination des membres, motivation du choix des organismes
23. A définir par les facteurs sociologiques et l'instruction des dirigeants à la sensibilité des équilibres
24. Donner aux forces productives, aux travailleurs, aux citoyens, la possibilité de participer, en assemblée, à l'élaboration de la «loi» de l'organisation
25. Faire des votes populaires sous forme de référendum local
26. Savoir, par le biais d'une communication appropriée, que les idées développées et les projets pertinents peuvent être suivies d'effet et encouragés
27. Certaines initiatives allant dans le sens de l'intérêt général peuvent être prises en compte par les pouvoirs publics
28. Une boîte à suggestions (anonyme ou pas) dépouillée par des personnes formées spécifiquement au social, aux situations de handicaps, aux comportements de souffrances, aux problématiques de l'humain
29. Rencontre à thème sur les sujets faisant l'actualité
30. Prévoir la possibilité pour les CESER / CESECE d'intégrer des avis de la société en plus de ceux déjà nommés
31. Mettre en place les espaces d'échanges, avec des tableaux de bord pour illustrer les progressions sur les projets ou les engagements (la sincérité est primordiale pour la réussite des engagements)
32. La formation des hommes, la qualité des relations permettront...la symétrie des attentions en terme d'implication de nos citoyens et des salariés
33. Adaptation ou prise en compte des décisions par rapport à l'évolution sociétale
34. Présenter les projets qui intéressent le territoire ou l'entreprise aux personnes concernées et solliciter leurs avis
35. Proposer à la population ou aux salariés des espaces où ils pourraient faire des suggestions ou des remarques sur l'existant
36. Faire une place importante, tout au long du cursus scolaire (dès le primaire) aux problématiques liées à la vie en société
37. Valoriser les implications citoyens (défraiement ou avantage en nature), les élus sont bien rémunérés ?
38. Faire participer le plus grand nombre
39. Réaliser des conférences publiques et de courtes vidéos pour la télévision et les réseaux sociaux pour présenter les avantages de la participation citoyenne.
40. La concertation et l'échange permanent sur certains faits sensibles de société, et le dialogue social au sein des entreprises.

Participez à cette réflexion sur notre plateforme :
participationcitoyenne.CÉSECÉM.mq





CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE

www.cesecem.mq

